

Bruxelles, le 31.5.2017
COM(2017) 291 final

ANNEX 3

ANNEXE

au

DOCUMENT DE RÉFLEXION

SUR L'APPROFONDISSEMENT DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

Annexe 3. Principales tendances économiques enregistrées à ce jour dans la zone euro

L'introduction de l'euro a favorisé, dans un premier temps, une certaine convergence entre les États membres participants, notamment en termes de croissance économique et de taux d'intérêt.

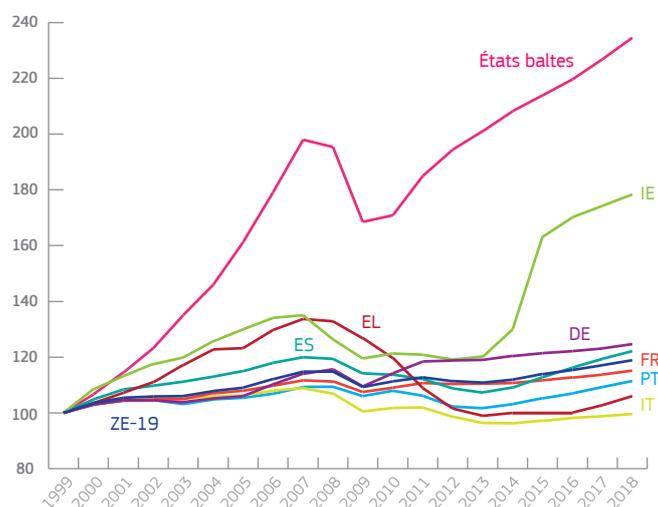
Toutefois, la crise a mis au jour des écarts importants – qui s'étaient creusés au fil des ans – en termes de compétitivité, de solidité du secteur bancaire et de viabilité des finances publiques. La crise a également eu pour effet de renforcer les disparités en matière de résultats économiques.

Ces dernières années, il semble que les divergences ont eu tendance à se réduire, mais de fortes disparités entre les États membres subsistent, de même que des difficultés importantes héritées de la crise. Qui plus est, aucun processus solide de relance de la convergence ne s'est encore matérialisé.

Si la zone euro a connu une croissance vigoureuse au cours de ses premières années d'existence, un grand nombre de ses États membres ont vu leur niveau de vie chuter pendant la crise. Par exemple, alors que la croissance est depuis lors robuste en Allemagne, le PIB reste en dessous des niveaux d'avant la crise en Italie. La reprise a été inégale dans les économies de la zone euro.

Évolution du PIB réel par habitant

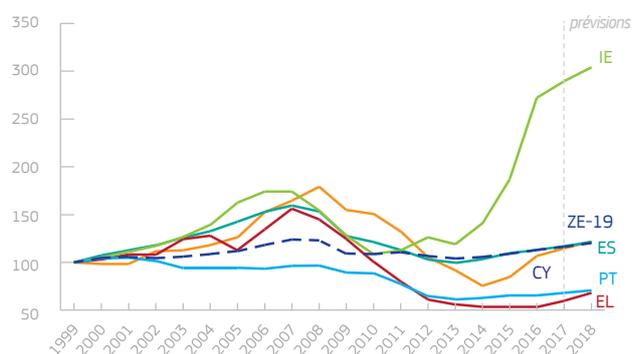
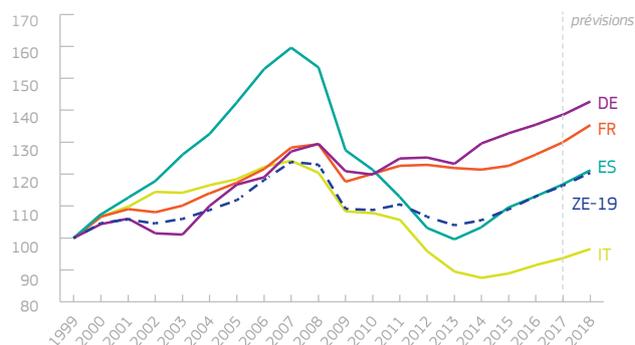
Indice 1999=100



Source: Commission européenne

L'une des raisons sous-jacentes de la divergence des performances économiques est liée aux niveaux d'investissement. Après avoir fortement baissé durant la crise, l'investissement a mis des années à se redresser et n'a recommencé à progresser qu'au cours des dernières années. Il reste particulièrement faible dans les États membres qui ont connu des difficultés financières pendant la crise.

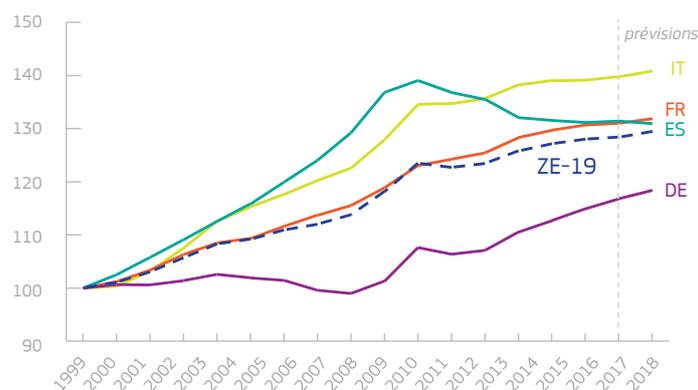
Évolution de l'investissement total Indice 1999=100



Source: Commission européenne

Les premières années d'existence de l'euro sont marquées par de fortes divergences de la compétitivité exprimée en coûts de la main-d'œuvre. Par exemple, l'Allemagne a connu une évolution des coûts particulièrement favorable par rapport à des pays comme la France ou l'Italie. L'Espagne a vu l'évolution des coûts de la main-d'œuvre s'améliorer fortement après avoir engagé des réformes pour faire face à la crise.

Évolution des coûts salariaux unitaires nominaux Indice 100=1999



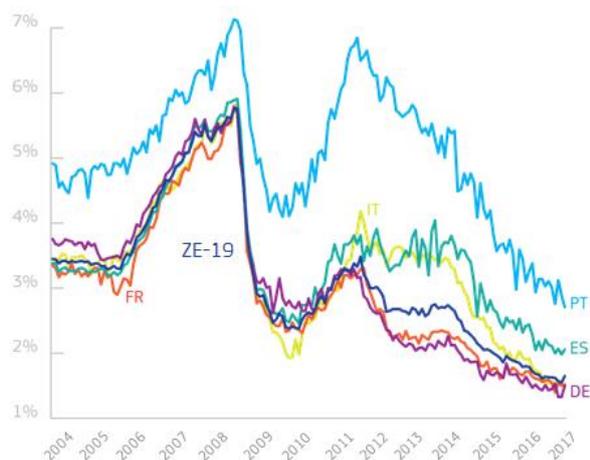
Source: Commission européenne

En ce qui concerne les indicateurs financiers, les taux d'intérêt du secteur privé convergent depuis 2012. Toutefois, des différences notables subsistent et, pour les entreprises, les conditions de financement restent très dépendantes de leur nationalité. Par ailleurs, les

volumes de prêts ont divergé jusqu'en 2013 et n'ont commencé à converger que depuis cette année-là.

Évolution des taux d'intérêt des prêts accordés aux sociétés non financières et de l'encours des prêts accordés aux entreprises

Taux d'intérêt en %



Source: Banque centrale européenne

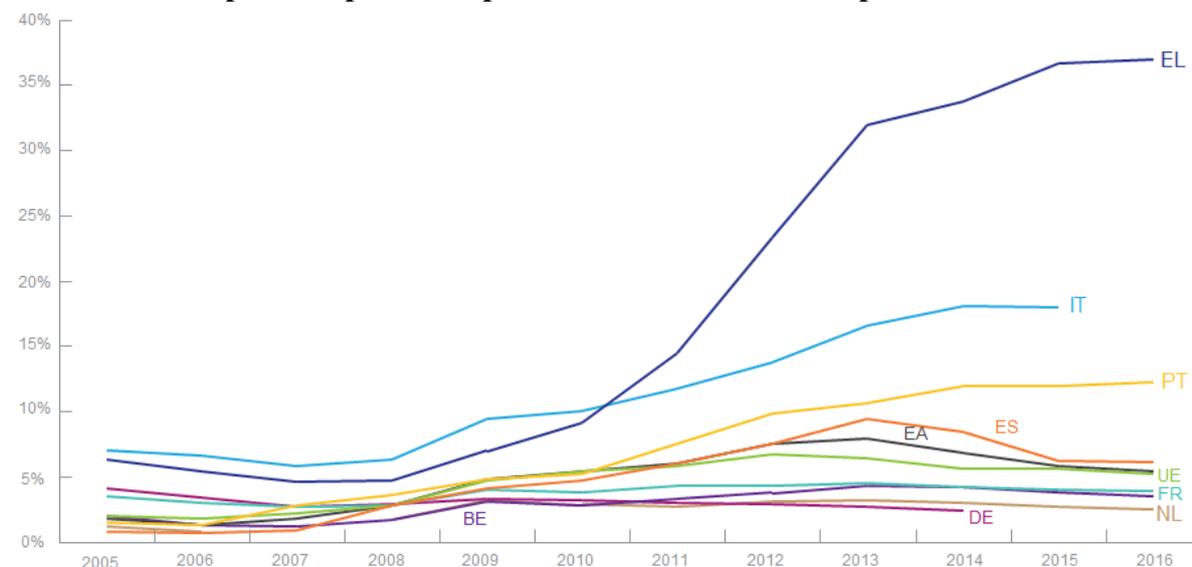
Encours notionnel, taux de croissance en glissement annuel



Source: Banque centrale européenne

L'augmentation du nombre de prêts non productifs (prêts en situation de défaut ou de quasi défaut) dans le bilan des banques est à la fois une conséquence de la crise et une source de fragilité. Dans la zone euro, les taux de prêts non productifs sont beaucoup plus élevés dans les États membres du sud de l'Europe.

Évolution de la part des prêts non productifs dans le total des prêts bruts



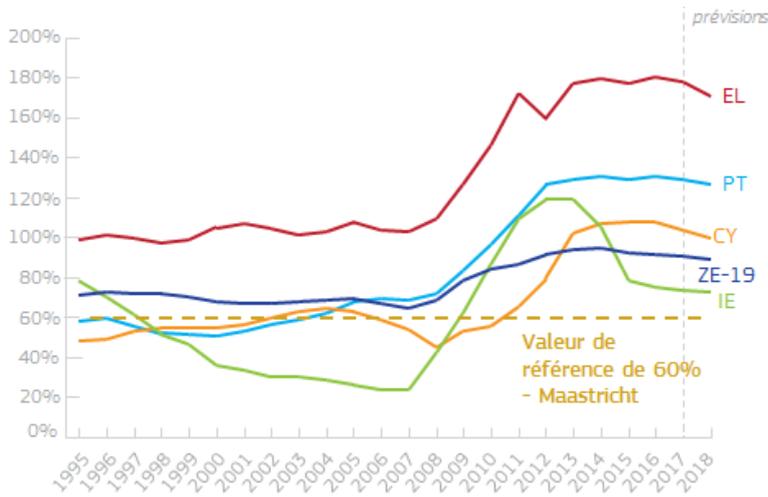
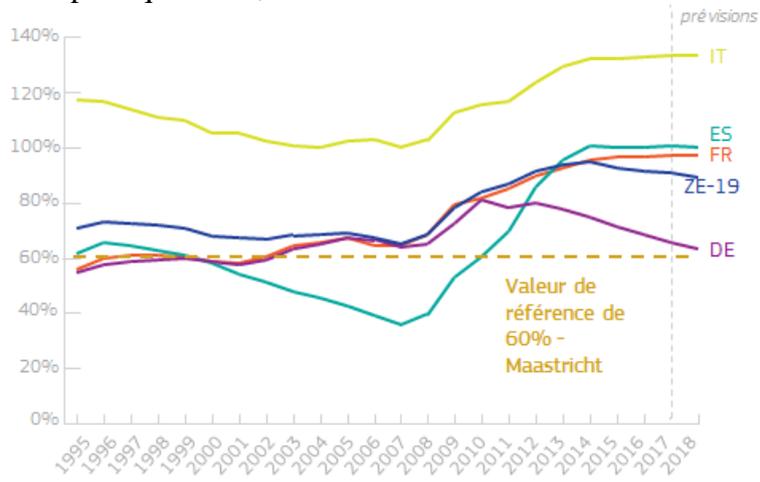
Sources: Banque mondiale et Fonds monétaire international, dernières données disponibles

La crise a eu pour effet d'accroître fortement la dette publique. Cette tendance s'est interrompue récemment et les niveaux de dette publique ont commencé à diminuer en

moyenne. Ils demeurent néanmoins élevés et seuls quelques États membres ont réussi à réduire sensiblement le niveau de leur dette publique jusqu'à présent.

Évolution de la dette publique

Dette publique brute, en % du PIB



Source: Commission européenne